Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article1715>

L'humanité : le Domota « En Guadeloupe, le combat contre la profitation continue ! » Entretien réalisé par Tiennot Grumbach, Avocat

Date de parution : 29 novembre 1999

- Droits syndicaux - Conventions -

Date de mise en ligne : dimanche 12 février 2012

Mis à jour le : dimanche 12 février 2012

UGTG.org

Article paru dans l'Humanité.

Oliver Domota Â« En Guadeloupe, le combat contre la précarisation continue ? ! Â »

Porte-parole du LKP, le grand rassemblement qui a conduit le mouvement populaire historique de 2009 en Guadeloupe, Oliver Domota fait le point de la situation sur l'île, dans un entretien accordé, pour l'Humanité, à l'avocat Tiennot Grumbach. Face aux tentatives patronales de remettre en cause les acquis de 2009 et la répression antisyndicale, le LKP affiche sa détermination.

Â« Dans un cri s'élève une île Avec son ceinturon de mer sanglante Â » Sony Rupaire, militant et poète

Peux-tu nous indiquer quels sont les faits saillants qui marquent la société civile guadeloupéenne au début de cette année 2012 ?

Oliver Domota. La priorité des élus n'est autre que la préparation de l'élection présidentielle française. La situation économique et sociale est désastreuse : 25% de la population est illettrée ; 33% de la population active et 60% des jeunes est au chômage.

Et pourtant, leur seule préoccupation demeure les prochaines échéances électorales.

Sur ce titre, plusieurs congrès des élus ont été organisés en fin 2011 afin de donner l'illusion aux Guadeloupéens que leur souffrance est prise en compte. En réalité, il n'en est rien. Toutes les positions des élus consistent à rendre le mouvement social responsable du désastre économique. Il faut faire peur afin de détourner les travailleurs de la réalité de leur vie. Bien entendu, ces manœuvres sont accompagnées par une farouche répression qui frappe toutes celles et ceux qui osent dire non. Pas moins d'une vingtaine de nos camarades sont mis en examen pour des faits liés au mouvement de 2009.

Mais, malgré les intimidations, le mépris, les pressions, les provocations, la répression et la campagne de diabolisation organisée avant l'élection présidentielle, les travailleurs et le peuple ne sont pas dupes. Un récent sondage commandé par la région Guadeloupe nous donne des indications quant à l'état d'esprit des Guadeloupéens.

Sur la question ? : Â« Si un nouveau grand mouvement de contestation sociale se développe dans les mois qui viennent en Guadeloupe, quelle sera votre attitude Â », ils sont 51% à déclarer être prêts à soutenir ce mouvement de contestation sans y participer et 17% se disent prêts à descendre dans les rues.

Sur la question ? : Â« En qui avez-vous le plus confiance pour améliorer la situation en Guadeloupe ? Â », les Guadeloupéens déclarent prioritairement faire confiance à eux-mêmes et à leurs proches. En second lieu vient l'État. Et c'est le LKP qui arrive ensuite, au même niveau que la région et avant le département. Ce sondage confirme donc la confiance, voire la méfiance, des travailleurs et du peuple de Guadeloupe envers les élus. Tous ont désormais compris l'impérieuse nécessité de lutter contre l'exploitation capitaliste et colonialiste afin de construire une autre Guadeloupe.

Et le patronat ?

Ãolie Domota. Pour le grand patronat, lâEuros"heure est Ã la remise en cause des acquis et singuliÃement lâEuros"accord Bino. Ainsi, aprÃs avoir bÃnÃ©ficiÃ© des aides des collectivitÃ©s et de lâEuros"Ãtat pour financer les 200 euros dâEuros"augmentation de salaire, les gros patrons (Medef) dÃ©noncent les accords dâEuros"entreprise au moment mÃme oÃ1 elles devraient commencer Ã financer elles-mÃmes les 200 euros. Les organisations et les travailleurs ne se laisseront pas faire.

Dans le secteur public, câEuros"est la remise en cause des 40%. Ainsi, un maire socialiste, fidÃle supporter de FranÃois Hollande, a dÃ©cidÃ© de supprimer les 40% pour tous les agents en congÃ© maladie. Il sâEuros"agit dâEuros"une dÃ©cision ayant pour objectif final la suppression de la Â« majoration outre-merÂ » sur lâEuros"ensemble des salaires de la fonction publique en Guadeloupe et plus largement en outre-mer. Les travailleurs affiliÃ©s Ã lâEuros"UGTG sont en grÃve.

Quand on est venu plusieurs fois en Guadeloupe depuis quinze ans, on constate une prolifÃ©ration des grandes et moyennes surfaces, un dÃ©veloppement des infrastructures, une diversitÃ© de lâEuros"offre dans la communication, une multiplication des institutions scolaires et universitaires, etc. Or, lâEuros"UGTG continue de dÃ©noncer lâEuros"assujettissement de lâEuros"Ãle au modÃle colonial, Ã la mondialisation et Ã la pwofitasyon (1). Ce dÃ©veloppement Ã©conomique visible Ã lâEuros"Ã il nu crÃ©e-t-il des contradictions plus importantes avec une partie de la population de Guadeloupe ?

Ãolie Domota. Comme tu le sais, nous poursuivons, Ã notre maniÃre, la ligne de nos fondateurs, qui soutenaient que Â« qui nâEuros"a pas fait dâEuros"enquête nâEuros"a pas le droit Ã la paroleÂ ». Nul ne conteste dans nos rangs lâEuros"existence dâEuros"amÃ©liorations du niveau de vie dâEuros"une partie de la population. Pour autant, depuis la dÃ©partementalisation, rien dâEuros"essentiel nâEuros"a changÃ©.

Dans le prÃ©ambule de lâEuros"accord Bino, nous opposons le dÃ©veloppement endogÃne Ã la domination exogÃne de lâEuros"Ã©conomie de service des grands groupes de la distribution, du commerce, des transports, etc. Si le niveau de vie des moins dÃ©favorisÃ©s dâEuros"entre nous est certain, il est induit par la croissance de la consommation due notamment aux garanties des salaires des fonctionnaires et assimilÃ©s (25 % de la population active) et Ã la facilitÃ© dâEuros"accÃs aux crÃ©dits Ã la consommation de masse.

Notre production et nos Ã©changes internes Ã la Guadeloupe ne cessent de se dÃ©tÃ©riorer et de plonger dans la misÃre paysans, artisans, commerÃants des centres-villes et petits patrons. Notre jeunesse est sans dÃ©bouchÃ© professionnel gratifiant et se trouve contrainte Ã lâEuros"exil en France ou dans dâEuros"autres pays dÃ©veloppÃ©s sans que rien ne soit entrepris pour une coopÃ©ration Ã©conomique et culturelle stimulante avec les Ã©tats voisins et le nord de lâEuros"AmÃ©rique du Sud.

Sur le plan syndical, nous avons commencÃ© Ã tisser des liens avec les organisations de la rÃ©gion, notamment la Dominique, TrinitÃ©-et-Tobago, Sainte-Lucie, la RÃ©publique dominicaine et HaÃti. ÃEuros long terme, cet axe de dÃ©veloppement pourrait nous permettre de sortir du systÃme Ã©conomique colonial oÃ1 tout est importÃ© ou dÃ©localisÃ©. Nous devons dÃ©fendre notre agriculture et promouvoir lâEuros"industrie agroalimentaire. Notre agriculture est de type colonial, car axÃ©e principalement sur des cultures dâEuros"exportation et non pour nourrir les GuadeloupÃ©ens.

Nous importons tous nos produits laitiers de France. La mondialisation fait que mÃme certains jus estampillÃ©s Â« production localeÂ » sont en fait fabriquÃ©s localement avec des ingrÃ©dients importÃ©s. Pour toutes ces raisons, nous savons bien que la majoritÃ© du peuple guadeloupÃ©en soutient notre combat pour un dÃ©veloppement Ã©conomique endogÃne qui respecterait notre identitÃ© et garantirait lâEuros"avenir.

« Invitation de l'UGTG, j'ai participé à une réunion de vos responsables en présence de délégations de l'ensemble des syndicats représentatifs qui font partie de LKP, notamment la CGTG, CGT-FO, CFTD, l'Unsa. Quels étaient les objectifs de cette réunion ? Est-ce que la présence de toutes ces organisations syndicales fait sens ? »

Marie Domota. Bien sûr que cette présence de tous a une portée essentielle. Je peux le dire en tant que porte-parole de LKP, car nous mettons tout en œuvre pour garantir cette unité la plus large possible entre toutes nos organisations.

Nous ne le faisons pas à partir des intérêts d'une organisation de l'UGTG, mais dans le but de maintenir l'esprit de mobilisation et l'efficacité de notre rassemblement exceptionnel lors du mouvement de 2009. Si nous savons maintenir cette unité de lutte et cette écoute réciproque entre nos organisations, nous continuons à construire notre propre avenir.

C'est moi depuis que les autres organisations ont assigné cette fonction de porte-parole, même si je suis secrétaire générale du syndicat majoritaire. L'unité et la solidarité des travailleurs et des organisations restent essentielles pour lutter efficacement contre la précarisation. C'est cette unité entre les travailleurs et le peuple en mouvement qui fait peur à l'État, aux élus et au patronat.

Peut-on en déduire que l'unité syndicale qui a marqué la constitution de LKP en 2009 se maintiendra à la veille de l'annonce des trois années d'engagement de mesures de soutien financier par l'État et les collectivités territoriales ?

Marie Domota. Non seulement je le crois, mais nous n'avons pas non plus le choix. Il s'agit de défendre l'ensemble des acquis des travailleurs. L'UGTG s'implique totalement dans la réussite du LKP. Une résolution a été prise et ratifiée en ce sens lors de notre dernier et 13e congrès. Cette volonté d'unité est toujours partagée par les autres organisations syndicales, même si chacune d'entre elles l'exprime au travers de sa propre sensibilité.

L'UGTG poursuit son propre développement, comme doit le faire chacune des autres organisations, mais LKP est le lieu de la confrontation de nos idées, de nos expériences, de la synthèse de nos revendications et revendications. Nous nous réunissons ailleurs dans le Palais de la mutualité, que nous occupons depuis 2009. Il est ainsi devenu symboliquement le siège du LKP.

Au cours de ce « bokantaj » (2) du 6 janvier, avez-vous dégagé des points de mobilisation unitaire pour faire échec à la remise en cause des acquis de l'accord Bino ?

Marie Domota. Nous n'en sommes pas encore à . Mais je me réjouis d'avoir enregistré des convergences sur des questions essentielles qui vont alimenter nos réflexions, quelle que soit la forme que nous choisirons pour nos mobilisations futures. Nous voulons tous préserver les acquis de l'accord Bino.

Nous sommes d'accord pour rappeler aux signataires que cet accord visait un comblement du retard salarial accumulé et non un accord de salaire classique. C'est une opération pour toutes les formes de précarisation subies par les salariés, notamment les plus bas salaires. Nous entendons distinguer dans nos actions les organisations patronales qui ont signé l'accord Bino des grands groupes et entreprises qui appartiennent au Medef et à la CGPME, organisations patronales de France.

Ces organisations ont fait pression sur le gouvernement pour quâEuros"il revienne sur les engagements pris par son ministre JÃ©go. Par la suite, elles ont signÃ© avec nous des accords rÃ©gionaux de branche ou dâEuros"entreprise quâEuros"elles entendent dÃ©sormais dÃ©noncer. Nous estimons que ces dÃ©nonciations sont de vÃ©ritables fraudes dans la mesure oÃ¹ ces entreprises ont eu trois annÃ©es pour se prÃ©parer Ã prendre en charge le comblement du retard en bÃ©nÃ©ficiant des aides du conseil rÃ©gional, du conseil gÃ©nÃ©ral et de lâEuros"Ã©tat Ã travers notamment le RSTA (revenu supplÃ©mentaire temporaire dâEuros"activitÃ©).

En signant ces accords sÃ©parÃ©s, ces sociÃ©tÃ©s ont bÃ©nÃ©ficiÃ© dâEuros"aides financiÃ©res et dâEuros"exonÃ©ration de charges sociales et fiscales. Au moment oÃ¹ ce serait Ã elles de prendre en charge ce comblement de salaire, ces entreprises entendent se dÃ©gager des obligations qui en Ã©taient la contrepartie.

La crise mondiale ne devrait peser que sur le revenu des catÃ©gories populaires pendant que ces grands groupes continueraient Ã pratiquer la pwofitasyon ? : nous sommes tous dâEuros"accord pour dire que nous ne lâEuros"admettrons pas ?! QuâEuros"ils se le disent. Nous allons nous rÃ©unir dans les toutes prochaines semaines pour approfondir nos rÃ©flexions, interpeller les pouvoirs publics et engager des actions, voire des actions judiciaires.

Tu sembles croire quâEuros"il est possible de sâEuros"adresser aux juges pour faire valoir vos droits alors que nombre de vos dÃ©tracteurs soutiennent que lâEuros"UGTG ne connaÃ©t que le rapport de forces frontal ? : la grÃ©ve, lâEuros"occupation, le blocage, le refus de la nÃ©gociationâEuros!

Ã©lie Domota. Il sâEuros"agit purement et simplement de mensonges dâEuros"Ã©tat et de certains mÃ©dias. Nous avons dÃ©montrÃ© en 2009, pour ceux qui en doutaient, notre capacitÃ© Ã conduire des nÃ©gociations sÃ©rieuses. CâEuros"est lâEuros"Ã©tat qui est revenu sur ses engagements, notamment en refusant lâEuros"extension de lâEuros"accord Bino initial que le Medef voulait paralyser.

Quant aux actions judiciaires, nous avons Ã©tÃ© contraints, par les offensives du patronat, de la rÃ©pression antisyndicale et gouvernementale, Ã les subir. Le nombre de nos responsables et militants condamnÃ©s par le tribunal correctionnel et la cour dâEuros"appel de Basse-Terre en tÃ©moignent. Le nombre de militants et dâ©lÃ©guÃ©s licenciÃ©s, avec lâEuros"autorisation de lâEuros"administration du travail, dans des conditions qui soulignent lâEuros"alliance intime de la rÃ©pression patronale et policiÃ©re dans une sociÃ©tÃ© dominÃ©e par la tradition coloniale, est Ã©galement un apprentissage difficile.

Ce type de situation nous a conduit Ã dÃ©cider de ne plus subir et de prendre lâEuros"offensive sur le terrain du droit en prenant nos adversaires au piÃ©ge de leur propre discours sur lâEuros"Ã©tat de droit. Nous avons trop longtemps mis lâEuros"accent sur la dÃ©fense de nos militants contre la rÃ©pression, nous entendons dÃ©sormais renforcer nos initiatives dans des actions offensives devant les conseils de prudâEuros"hommes et les juridictions civiles, voire pÃ©nales. ÃEuros condition de sâEuros"inscrire dans notre dÃ©marche syndicale et dans nos prioritÃ©s revendicatives, lâEuros"action juridique et judiciaire est lâEuros"un des instruments de notre reprÃ©sentativitÃ© et de notre lÃ©gitimitÃ©.

(1) Â« Pwofitasyon Â » : surprofit.

(2) Â« Bokantaj Â » : Ã©change.

Un syndicaliste Ã la tÃªte du LKP. Ã©lie Domota est secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral de lâEuros"UGTG, syndicat majoritaire en Guadeloupe. Il est aussi porte-parole de Liyannaj Kont Pwofitasyon (LKP), qui est lâEuros"organisation que se sont donnÃ© 48 associations, partis et syndicats. LKP les rassemble depuis le dÃ©but

2009 et prolonge ainsi les acquis du mouvement contre les surprofits.

CâEuros"est Ã la fin de fÃ©vrier 2009 que LKP et les organisations syndicales reprÃ©sentatives ont signÃ© deux accords concomitants.

LâEuros"un qui portait la signature du prÃ©fet et des prÃ©sidents du conseil rÃ©gional et du conseil gÃ©nÃ©ral, engageait financiÃ¨rement lâEuros"Ã0tat et des collectivitÃ©s territoriales, par un abondement versÃ© aux employeurs.

LâEuros"autre accord, une convention collective interprofessionnelle territoriale, organisait les rapports entre les signataires. Le Medef et la CGPME se sont refusÃ©s Ã signer lâEuros"accord Bino. Mais de nombreuses sociÃ©tÃ©s appartenant au Medef ont signÃ© des accords dâEuros"entreprise en rÃ©fÃ©rence Ã cet accord.

AujourdâEuros"hui, les organisations syndicales entendent rÃ©flÃ©chir et agir ensemble pour que les employeurs ne remettent pas en cause les acquis du rattrapage de salaire Ã hauteur de 200 euros qui avait Ã©tÃ© consenti en fÃ©vrier-mars2009.

Entretien rÃ©alisÃ© par Tiennot Grumbach, avocat